

AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

15, Chemin de la Vi-Longe - CH - 1213 Onex / Genève - CCP 17-55066-2

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 98

Genève, le 29 novembre 2014

"AYA Info" est en ligne sur deux sites Internet :

Humanitaire.ws

[MCI](#)

[SECOYA](#) > AYA info

Rencontre binationale des Yanomami du Brésil et du Venezuela

Les représentants de neuf associations yanomami et ye'kwana se réunissaient pour débattre des thèmes qui les préoccupent.

Étaient également présents les représentants de six organisations de la société civile partenaires. L'association Kurikama des Yanomami de l'État d'Amazonas et le Service et Coopération avec le peuple Yanomami – Secoya, les partenaires de AYA y ont envoyé deux déléguées.

La [réunion](#) a eu lieu du 28 octobre au 2 novembre, au lac de Caracaranã dans la Terre Indigène Raposa Serra do Sol (État de Roraima). Les discussions ont eu lieu dans cinq langues yanomami, en ye'kwana, en portugais et en espagnol.

Elles ont porté sur les thèmes centraux pour ces peuples, comme la gestion territoriale, la santé, la jeunesse et les droits de la femme. Les travaux ont consisté à définir des recommandations et propositions pour renforcer la gouvernance de ces peuples sur leurs territoires et influencer les politiques publiques du Brésil et du Venezuela. Le tout est contenu dans une "Lettre du Lac Caracaranã" dans laquelle sont précisés plus de soixante propositions concernant l'articulation entre les peuples et les organisations, la démarcation et la protection des territoires, la santé, les jeunes et les droits de la femme.

Cette rencontre a été l'occasion de créer un "Forum permanent binational Yanomami Ye'kwana Brésil/Venezuela". Lors de cette rencontre, les participants ont travaillé à l'élaboration d'une première version d'une carte du "Territoire et communautés Yanomami Brasil – Venezuela" dont le lancement est prévu avant la fin de l'année. Il s'agit d'un territoire d'environ 23'000 km² de forêt continue, habité par environ 40'000 indigènes.

Malgré un niveau élevé de préservation de la forêt, les communautés sont confrontées à des problèmes communs dans les deux pays, comme l'orpaillage illégal, les projets d'exploitation minière ou les carences du service de santé, en particulier pour les plus éloignées.

Élections brésiliennes, l'Amazonie et les peuples indigènes

C'est maintenant connu*, au deuxième tour le 26 octobre, sur l'ensemble du Brésil, Dilma Rousseff l'a emporté en obtenant plus 54,50 millions de voix, soit 51,64 % des votes exprimés.

Elle dirigera le pays pour un deuxième mandat de quatre ans à partir du 1^{er} janvier 2015. En 2010, elle avait été élue avec 54 % des voix. Son concurrent, Aécio Neves, a recueilli 51,04 millions de votes, soit 48,36 %. Une différence de 3,46 millions de voix.

En Amazonie légale**, au premier tour le 5 octobre, Dilma Rousseff est arrivée en tête dans cinq États de cette partie du Brésil : Amapá, Amazonas, Maranhão, Pará et Tocantins; elle a obtenu les

voix de près de 6,86 millions d'électeurs. Aécio Neves est arrivé premier dans trois États : Mato Grosso, Rondônia et Roraima où il a recueilli un peu plus de 3,34 millions de suffrages. Marina Silva est arrivée en tête dans le seul État d'Acre d'où elle est originaire; elle a eu les faveurs de 2,27 millions d'électeurs.

Au deuxième tour, Dilma y a obtenu près de 7,6 millions de voix, étant arrivée en tête dans les mêmes cinq États qu'au 1^{er} tour. Aécio Neves y a recueilli 4,9 millions de voix. Lui aussi a obtenu la majorité des suffrages dans les mêmes trois États que lors du 1^{er} tour, plus l'État d'Acre. Marina Silva avait choisi de soutenir Aécio.

La Chambre des députés, où sont déposés de nombreux projets de lois concernant les peuples indigènes, se trouve modifiée par ces dernières élections.

La coalition des neuf partis soutenant la candidature de Dilma Rousseff autour du Parti des Travailleurs - PT a placé 304 députés, soit 36 de moins que pendant la législature précédente. À lui seul, le PT a perdu 18 sièges, passant de 88 à 70 représentants. La coalition qui a appuyé la candidature d'Aécio Neves autour du Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne - PSDB sera forte de 130 députés. Le PSDB a gagné dix sièges passant de 44 à 54 représentants.

Les deux députés, Nilmário Miranda et Padre Ton, auteurs de la Proposition d'Amendement Constitutionnel – [PEC No 320/2013](#), créant quatre places destinées à des représentants indigènes à la Chambre de députés ne sont plus membres de la Chambre. Nilmário, qui s'est présenté dans le Minas Gerais sur une liste du PT n'a pas été réélu.

Padre Ton n'était pas candidat à la Chambre des députés, il a postulé pour le poste de Gouverneur de l'État de Rondônia sous l'étiquette du PT. Il n'est arrivé que quatrième. Les peuples indigènes ont perdu deux de leurs soutiens.

La "Bancada ruralista", aussi désignée sous le terme de "[Frente Parlamentar da Agropecuária](#)" (Front parlementaire de l'agro-élevage) de la Chambre des députés, est le groupe de pression représentant les intérêts de l'agrobusiness.

Il lutte contre les droits des indigènes, notamment leurs droits territoriaux. Très vite, après le premier tour, il a publié un [relevé préliminaire](#), selon lequel des 191 députés membres du front, 139 ont été réélus, et 124 nouveaux députés ont des liens avec ce secteur économique. Ainsi le Front pourrait regrouper 263 (51%) des 513 députés de la Chambre et disposer ainsi de la majorité absolue. Situation à vérifier après la mise en place de la nouvelle Chambre en janvier 2015.

Au Sénat, le fait à relever pour les membres de ce Front, c'est la réélection de Katia Abreu***, d'abord élue à la Chambre des députés en 2002, puis élue Sénatrice du Tocantins en 2006. Elle est la Présidente de la puissante Confédération de l'Agriculture et de l'Élevage du Brésil - CNA.

Globalement, au vu des résultats de ces élections, le cadre dans lequel sont traités les droits des peuples indigènes s'est plutôt dégradé. Entre les deux tours, l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil - APIB avait déjà annoncé que "*... nos peuples indigènes de tout le pays continueront la lutte pour la démarcation de nos terres, la santé, l'éducation différenciée et la défense de l'environnement*".

* Voir "AYA Info" [No 96](#) et [No 97](#)

** Soit les États d'Acre (AC), Amapá (AP), Amazonas (AM), Mato Grosso (MT), Pará (PA), Rondônia (RO), Roraima (RR), Tocantins (TO) et une partie du Maranhão (MA) (compté ici dans sa totalité). L'Amazonie légale, avec ses 5,2 millions km² constitue 61 % du territoire national, mais l'électorat amazonien, de près de 17,5 millions de citoyens, ne représente que 12,2 % des 142,8 millions d'électeurs brésiliens. Elle abrite de nombreux peuples indigènes.

*** Voir "AYA Info" [No 56](#) (20 décembre 2010)

Le futur climatique de l'Amazonie : un cri d'alarme !

Ces quarante dernières années ce sont 763'000 Km² de forêt amazonienne qui ont été détruits, soit plus de dix-huit fois la superficie de la Suisse, ou deux fois celle de l'Allemagne. Seulement au Brésil, on estime que 42 milliards d'arbres ont été coupés, soit plus d'un milliard par année.

Mis les uns à la suite des autres les troncs de ces arbres – d'une longueur moyenne de 15 mètres - couvriraient une distance de 635 millions de km, soit environ 1'700 fois la distance Terre – Lune (384'400 km). À cela, il faut ajouter les zones où la forêt a été dégradée et ne remplit plus son rôle d'écosystème.

Ces chiffres chocs, et d'autres encore, ont été rappelés dans un [rapport](#) d'évaluation scientifique d'une quarantaine de pages publié le 30 octobre à São Paulo. Il est l'œuvre du spécialiste du climat et de l'écosystème amazonien, Antonio Donato Nobre, chercheur à l'Institut National de Recherche Spatiale du Brésil – [INPE](#) et à l'Institut National de Recherche d'Amazonie - [INPA](#). C'est un travail demandé par l'Articulation Régionale Amazonienne - [ARA](#).

La publication de ce document, synthèse de plus de 200 articles et enquêtes scientifiques relatifs à la déforestation, arrive au moment où l'Etat de São Paulo est confronté à une très forte sécheresse.

L'auteur lance un cri d'alarme en rappelant le rôle de la forêt pour le climat. Il dévoile cinq "secrets".

Le premier, c'est que la forêt maintient humide l'air en mouvement et provoque des pluies dans les zones éloignées des océans, cela en raison de la capacité des arbres à transférer de grands volumes d'eau du sol vers l'atmosphère. La forêt amazonienne émet dans l'atmosphère 20 milliards de tonnes d'eau par jour. De son côté, l'Amazone déverse dans l'Atlantique 17 milliards de tonnes d'eau par jour.

Le deuxième "secret" est la formation de pluies abondantes dans l'air pur amazonien. Les arbres émettent des substances volatiles favorisant la condensation de vapeur d'eau. Cela a pour résultat la formation de nuages entraînant de fortes pluies favorables à "l'océan vert".

Le troisième explique pourquoi, dans l'histoire, la forêt amazonienne a survécu aux cataclysmes climatiques : C'est sa capacité à maintenir un cycle hydrologique bénéfique, même dans des conditions défavorables. La transpiration abondante des arbres, liée à une très forte condensation (plus élevée que sur les océans voisins) permettent la formation de nuages et de pluies provoquant un abaissement de la pression atmosphérique sur la forêt. Un phénomène qui aspire l'air humide de l'océan vers le continent. Cela maintient les pluies en n'importe quelles circonstances.

Le quatrième est lié au fait que la forêt amazonienne non seulement maintient l'air humide pour elle-même, mais exporte des fleuves aériens de vapeur qui transportent les pluies vers l'est. Confrontés au barrage de la cordillère des Andes, ils font une courbe vers les régions méridionales de l'Amérique du sud, notamment vers le quadrilatère fortuné du Brésil, São Paulo, Rio de Janeiro... Contrariant la tendance à l'aridité de cette région. A l'ouest des Andes et sous les mêmes latitudes, sur d'autres continents, il y a de grandes zones désertiques

Le cinquième "secret" explique la raison pour laquelle, en Amazonie et dans la proche région océanique, il n'y a pas de formation d'ouragans ou autres événements climatiques extrêmes : la condensation spécialement uniforme sous la couverture forestière empêche la concentration des vents en tourbillons destructeurs. Cet ensemble de facteurs font de la forêt amazonienne la meilleure et la plus précieuse partenaire de toutes les activités humaines.

Le rapport traite ensuite des effets déjà observés des changements climatiques : réduction drastique de la transpiration, la modification de la dynamique des nuages et des pluies et le prolongement de la saison sèche.

Les dégâts du déboisement, aussi bien que ceux des feux, de la fumée et de la suie sur le climat sont évidents dans les observations scientifiques actuelles sur le terrain.

L'auteur du rapport rappelle que les forêts de l'Amazonie sont essentielles pour le maintien du climat, et avec lui la sécurité des générations futures. Pour retourner la situation il faut un effort de guerre.

L'unique option responsable est d'agir dès maintenant pour combattre les causes de la déforestation.

En premier lieu, il faut lutter contre l'ignorance en facilitant l'accès aux découvertes scientifiques relatives au changement climatique. Il faut arrêter la déforestation et la dégradation forestière. Il est nécessaire et inévitable de mettre en œuvre un immense effort pour replanter et restaurer la forêt détruite. Il appelle à tracer un nouveau chemin où la forêt protégée et recomposée sera la principale alliée des activités humaines à l'intérieur et à l'extérieur de l'Amazonie.

Ce cri d'alarme est lancé avant les prochains rendez-vous internationaux sur le climat. D'abord à Lima ce mois de décembre, et surtout à Paris en novembre et décembre 2015.

Un médecin demande à Vale de prendre des mesures pour éviter la pollution du Rio Cateté

Au cours du mois de juillet dernier, le photographe et vidéaste genevois Aurélien Fontanet est retourné chez les Indiens Xikrin** du Cateté (dans l'Etat brésilien du Pará) qu'il avait déjà visité en 2013*.

Il avait alors apporté l'ouvrage que leur a consacré l'ethnologue René Fuerst qui avait vécu avec ce peuple en 1963.

Cette année, Aurélien a effectué son voyage en compagnie du docteur João Paulo Botelho Vieira Filho, professeur adjoint à l'Ecole de médecine de São Paulo – UNIFESP. Ce médecin apporte son aide aux Xikrin depuis 1967. Il est le consultant médical des associations indigènes Xikrin, Kakarekré, Porekrô et Baypran.

En juillet, il a publié un [rapport](#) intitulé "Vision de la santé des Xikrin de la [Terre Indigène](#) - TI Kateté", avec un sous-titre évocateur :

"L'insensibilité des personnes envers les proches malades et nécessaires devrait être cataloguée comme pathologie psychique".

De son voyage, Aurélien a rapporté cet intéressant document.

En 2014 comme en 2013, le médecin a réalisé un relevé démographique des trois villages de la TI, Djudjê – Kô, Kateté et Oodjã où le nombre total d'habitants est quasiment resté stable, soit 1'313 en 2014 et 1'320 en 2013.

Il faut rappeler que dans les années 60, les Xikrin du Cateté étaient un peu moins d'une centaine. Cette "renaissance" reste fragile. Les menaces qui pèsent actuellement sur les trois communautés sont bien réelles.

Elles tiennent d'abord à la proximité de l'exploitation minière de la multinationale Vale*** qui a un impact sur les communautés.

Un [décret](#) présidentiel de F.H. Cardoso de 1997 impose à cette compagnie de fournir une assistance aux habitants de la TI. Une assistance sous diverses formes :

- indemnité versée aux associations indigènes,
- transports des malades vers les hôpitaux, etc.

Le médecin attire l'attention de Vale sur la pollution du rio Cateté causée par ses activités minières. La santé des habitants de la TI dépend de la qualité de l'eau de la rivière. Si le rio devait

rester pollué par des déchets de minerai, des matières toxiques ou des métaux lourds, les indiens seront exposés à des cancers. Les poissons seront impropres à la consommation. Il demande la construction d'ouvrages pour empêcher cette pollution.

Le rapport aborde également d'autres problèmes concernant les pouvoirs publics brésiliens :

- période de vaccination contre la grippe trop tardive,
- dépistages du cancer du col de l'utérus trop rares,
- manque de dentiste,
- nécessité d'un poste de santé dans le village de Kateté,
- comportements autoritaires des non indiens vis à vis des Xikrin.

Compte tenu du nombre de diabétiques, le médecin rappelle l'importance de l'éducation alimentaire et la nécessité d'adapter le "Cesta basica" (le panier de base) remis à la population et les repas servis aux enfants des écoles des villages indigènes : ils sont trop riches en sucre. En raison de leur patrimoine génétique, les populations indigènes sont celles qui, dans le monde, ont une plus grande prévalence et incidence du diabète.

L'appel du médecin sera-t-il entendu ?

* Voir AYA Info [No 91](#) (21 mars 2014)

** Prononcer "Chikrine"

*** Vale International SA a son siège en Suisse, à Saint-Prex, dans le canton de Vaud

Des "Abandonnés de la République" déposent plainte contre l'Etat français

Un titre, "*Les abandonnés de la République*",

et un sous-titre, "*Vie et mort des Amérindiens de Guyane*"

Telles sont les fortes affirmations résumant le contenu de l'ouvrage paru en septembre dernier chez Albin Michel*. Pendant trois ans, les trois auteurs, Yves Géry, Alexandra Mathieu et Christophe Gruner ont enquêté sur les conditions de vie des sept à dix mille Amérindiens, peuples premiers, de cette partie de l'Amérique.

Ils ont interviewé plus de quarante personnes, dont trente-quatre Amérindiens parmi lesquels Alexis Tiouka, juriste spécialiste des droits humains et autochtones et Florencine Edouard**, coordinatrice de l'Organisation des Nations Autochtones de Guyane - **ONAG**.

Une première partie de l'ouvrage retrace l'histoire de ce qui est maintenant une Région et un Département français de 83'846 km².

Une deuxième partie décrit les conditions vie déplorables dans lesquelles vivent les communautés, l'impact de la ruée vers l'or et la contamination due à l'usage du mercure par les orpailleurs illégaux.

La troisième est consacrée à un phénomène moins connu : l'épidémie de suicides qui sévit dans le Haut-Maroni, avec un taux de prévalence dix-sept fois plus élevé qu'en France métropolitaine; un phénomène qui n'est pas sans rappeler ce qui se passe chez les Guarani du Brésil. Ces suicides sont symptomatiques de la détresse vécue par ces peuples.

Le titre de l'ultime chapitre est en forme de question : "*Un ethnocide annoncé ?*" Il y a effectivement un risque réel de voir disparaître peuples et cultures amérindiennes, non seulement en Guyane, mais dans d'autres pays.

L'épilogue évoque la plainte déposée par les Amérindiens contre l'Etat français. Effectivement, en décembre 2013, l'ONAG et l'Association Solidarité Guyane – [ASG](#), par l'intermédiaire de leur avocat Me William Bourdon, déposent un "recours préalable" auprès du préfet de Guyane.

Ils reprochent à l'administration de ne pas avoir pris les mesures préventives susceptibles d'éviter l'atteinte à la santé des personnes et à l'environnement causée par l'activité d'orpaillage.

Ils dénoncent également les carences constatées dans la sanction des infractions à la loi. Le préfet n'a pas répondu dans les deux mois qui lui étaient impartis. Alors, le 22 avril 2014, les mêmes entités ont déposé un "[Recours de plein contentieux](#)" contre l'État auprès du Tribunal administratif de Cayenne. La requête a été transmise à la préfecture le 22 mai 2014.

Le préfet de Guyane, qui disposait de soixante jours pour "adresser ses écritures", a obtenu du même tribunal, au mois d'août, un délai supplémentaire de 90 jours. On est maintenant au terme de l'échéance.

Cette plainte marque la volonté des Amérindiens de lutter pour leur survie.

Une autre proposition clos la préface de l'ouvrage signée par Raymond Depardon***, c'est une demande adressée au président français : "... il est temps qu'il reconnaisse les droits fondamentaux des peuples indigènes de la République, les meilleurs gardiens de la biodiversité, et qu'il envisage sérieusement la signature de la convention 169 de l'OIT".

On a envie d'ajouter : et surtout qu'il en applique dès maintenant le contenu !"

A suivre...

* *Editions Albin Michel – Paris – 342 pages, 22,50 Euros, ISBN : 978-2-226-25695-9*

** *Voir "AYA Info" [No 79](#) (30 janvier 2013) et*

*** *Voir "AYA Info" [No 89](#) (30 décembre 2013)*

Bernard Comoli

Important : L'activation des liens hypertextes (en bleu) renvoie aux sources utilisées pour la rédaction de ce bulletin. Elles sont souvent en portugais, sauf quand il s'agit d'anciens "AYA Info".

PS : Ces brèves sont souvent reprises, détaillées et parfois illustrées, dans un blog du quotidien "La Tribune de Genève" à l'adresse suivante : <http://bcomoli.blog.tdg.ch>